

Les riches heures de Pierre Veltz



SOCIÉTÉ DU GRAND PARIS / ADP / ARTERFACTO

L'économiste et sociologue Pierre Veltz, Grand Prix de l'urbanisme 2017, a toujours mené de front plusieurs carrières, passant de l'enseignement à la maîtrise d'ouvrage, de la recherche à l'exercice de responsabilités dans de prestigieuses structures associées aux grands projets de ces dernières décennies. Tout au long de sa vie professionnelle, il a publié régulièrement des ouvrages qui interrogent citoyens et gouvernants sur les grands problèmes de l'heure, mondialisation, désindustrialisation, métropolisation... Il revient ici sur son parcours, tout en rappelant quels furent son rôle et ses engagements, professionnels et intellectuels, dans l'univers de l'aménagement et de l'urbanisme qui lui rend hommage aujourd'hui.

Diagonal : Votre milieu familial ou votre enfance, vous prédestinaient-ils à faire carrière dans les domaines de la sociologie, de l'aménagement ou de l'économie ?

Pierre Veltz : Je suis né et j'ai grandi à Phalsbourg, aux confins de l'Alsace et de la Lorraine. Mes parents enseignants avaient déjà franchi une marche de l'ascenseur social. Comme j'étais très bon élève, j'ai fait les classes préparatoires et je suis rentré à Polytechnique un peu par automatisme. J'ignorais

alors totalement ce qu'étaient les sciences sociales ou l'urbanisme.

Après Polytechnique, et avoir été tenté par la recherche en mathématiques, j'ai choisi le corps des Ponts. On commençait à s'intéresser aux questions d'urbanisme à la fin des années soixante, alors qu'Edgard Pisani était ministre de l'Équipement. Je voulais faire un métier permettant de réaliser des choses concrètes, avec une dimension sociale. À l'École des Ponts c'était le début de l'Atelier d'urbanisme, on y rencontrait

En 2008, Pierre Veltz accepte la mission de réflexion sur le Grand Paris. Parmi les dossiers à l'étude figurent Roissy, le Grand Paris Express et le plateau de Saclay.

des sociologues, des architectes. J'ai connu aussi Auguste Arzac, un professeur d'architecture constructeur de ponts, ou encore Henri Vicariot, architecte de l'aéroport d'Orly-sud. À leur contact j'ai été tenté par des études d'architecture en m'inscrivant un temps aux Beaux-Arts. Mais j'ai pris alors un premier poste dans un type de structure qui venait d'être créé : le Groupe d'études et de programmation (GEP). Le GEP du Nord était l'un des plus importants en France. J'en étais le directeur-adjoint, et j'animais une équipe de jeunes collègues venant de l'université. C'était un univers nouveau.

■ ■ Qu'est ce que cette expérience vous a apporté sur le plan professionnel et personnel ?

Avec l'équipe du GEP j'ai participé aux débuts de l'urbanisme "à la Pisani", avec la réalisation du SDAU de Dunkerque, de celui de la vallée de la Sambre ou de Valenciennes. J'ai également commencé à m'intéresser aux sciences sociales, le Nord était le terrain d'étude privilégié d'un grand nombre de sociologues et de chercheurs, au nombre desquels Manuel Castels et Henri Coing, qui étudiaient le territoire de Dunkerque. N'ayant jamais suivi un cours de sociologie, d'histoire ou d'économie, j'ai beaucoup lu pour m'initier aux sciences sociales. J'ai mené alors en amateur une étude sur le secteur du Valenciennois, en pleine crise de la sidérurgie. J'allais y interviewer des habitants et rassembler de la documentation, sans perspectives particulières. C'est devenu une sorte de texte "historico-sociologico-économique" sur l'histoire du monde ouvrier, qui est tombé entre les mains d'Alain Touraine. Il m'a proposé d'en faire une thèse que j'ai soutenue à l'École des hautes études en sciences sociales, avec un jury où se trouvaient notamment Alain Touraine et Madeleine Rebérioux, la spécialiste de l'histoire ouvrière. Je commençais à me sentir une petite légitimité de chercheur et, par ailleurs, je ne souhaitais pas travailler en

Grand Prix de l'urbanisme

administration centrale, malgré quelques sollicitations en ce sens. J'ai donc intégré le BETURE – Bureau d'études pour l'urbanisme et l'équipement – une équipe qui pratiquait une forme de recherche contractuelle, très proche du terrain. J'y ai retrouvé Gabriel Dupuy et Henri Coing. Le bureau d'études était une filiale de la SCET, qui a d'ailleurs mis fin à nos contrats, et j'ai intégré par la suite le Centre de recherche d'urbanisme. J'avais commencé à produire quelques publications sur des sujets qui m'intéressaient. C'est alors que Gabriel Dupuy – nommé entre-temps directeur d'enseignement à l'École nationale des ponts et chaussées – a proposé de m'y accueillir.

■ ■ Aviez-vous la fibre enseignante ?

Je ne suis pas rentré à l'École des Ponts pour faire de l'enseignement. Le directeur Jacques Tanzi, un ancien DDE des Alpes-Maritimes, souhaitait créer un Département de recherche, dont je serais le directeur. C'était au début des années quatre-vingt, l'aventure m'a occupé pendant près de dix ans. Et ceci en dépit de certaines difficultés à l'intérieur de l'institution qui tenait à une profonde incompréhension de ce qu'était une école d'ingénieurs moderne. Nous avons créé une dizaine de laboratoires, un laboratoire de mathématiques avec le mathématicien Nicolas Bouleau, un autre laboratoire avec un petit groupe d'économistes, dont le futur Prix Nobel Jean Tirole, mais aussi le LATTs – Laboratoire Techniques, territoires et sociétés – que j'ai créé avec Gabriel Dupuy et Henri Coing. J'avais la double

casquette de directeur de la recherche de l'École et de directeur du LATTs.

■ ■ Vos travaux au sein du LATTs semblent avoir joué un rôle essentiel dans le cadre de votre carrière et de l'évolution de votre pensée...

À ce moment-là, je menais de front l'organisation générale de la recherche – ce qui m'a valu d'être sollicité par Hubert Curien, alors ministre de la Recherche et de la Technologie, pour rentrer au Conseil supérieur de la recherche et de la technologie – et mon activité de chercheur au sein du LATTs. Le labo était composé de gens qui avaient un peu mon profil, des ingénieurs ayant développé une deuxième compétence dans les sciences sociales et qui souhaitaient se situer à l'interface des dimensions territoriales et techniques. Parmi les chercheurs, il y avait Patrick Pélat, qui fut bien plus tard le "numéro 2" des usines Renault, l'historien Antoine Picon ou l'ingénieur Xavier Lacoste, qui fut par la suite conseiller aux affaires sociales de Laurent Fabius à Bercy avant de devenir le directeur des ressources humaines de la Ville de Paris.

J'avais écrit à l'époque un livre, *Histoire d'une réforme ambiguë, les plans d'occupation des sols*, j'ai également réalisé des monographies régionales, sur Dunkerque par exemple. Nous avons aussi énormément travaillé avec la Datar, lorsque celle-ci eut une intense activité en termes de prospective autour de l'aménagement du territoire, sous l'impulsion notamment de Jean-Louis Guigou. Il y avait là le démographe Hervé Le Bras, le géographe Jacques Lévy et bien sûr François Ascher qui a toujours été un compagnon de route. Pour ma part, j'avais pris en charge tout le volet économie et territoires. C'est là que j'ai commencé à me spécialiser un peu sur le sujet des relations entre le monde des entreprises et la territorialisation.

■ ■ Quelles relations existait-il alors entre les mondes de la recherche urbaine et celui de l'entreprise ?

La question de la façon dont les entreprises s'inscrivaient dans les territoires était très peu traitée par le milieu des urbanistes ou du ministère de l'Équipement. Sans doute parce qu'il s'agissait de communautés différentes.

Nous avons créé au sein du LATTs un pôle autour des questions du travail et de l'organisation de l'entreprise, avec des chercheurs qui n'avaient pas du tout une culture urbaine ou territoriale. Des étudiants ont beaucoup travaillé sur les questions d'organisation du monde industriel, en faisant le lien avec les questions territoriales. Nous avons une entrée sociologique, en veillant à ne pas trop séparer les sujets de sociologie du travail et de sociologie de l'organisation, des questions plus *hard* d'organisation de la production.

Ainsi, j'ai passé trois ou quatre ans au sein de l'entreprise Danone, quasiment à mi-temps. La question portait sur l'organisation du système industriel pour faire face au grand dilemme qui est le besoin de flexibilité : comment rendre compatible une forme de massification et l'explosion du nombre des références commerciales ? La question de la localisation était déjà très présente : faut-il une usine très centralisée, qui fabrique un très grand nombre de produits divers, ou au contraire un réseau d'usines réalisant chacune un type de produit ?

J'ai ensuite piloté plusieurs thèses sur les types de liens développés avec le tissu local. Faut-il proposer des circuits courts d'approvisionnement pour le lait ou pour la distribution ? Il s'agissait de recherche-action, nous faisons de la préconisation en enquêtant dans les usines, pour voir comment les organiser en interne et comment les organiser en réseau.

J'ai alors écrit un petit livre intitulé *Des territoires pour apprendre et innover*, qui a été très largement diffusé par la Datar. À l'époque, c'était novateur, un peu comme un manifeste d'une nouvelle orientation d'aménagement du territoire, plus articulé avec le développement local, etc.

■ ■ En 1996, vous publiez un ouvrage intitulé *Mondialisation, villes et territoires : une économie d'archipel. Les concepts que vous y développez semblent être aujourd'hui communément admis par tous ?* J'ai regroupé une partie de mes réflexions dans ce livre publié alors que j'avais déjà 51 ans...

Souvent, mon propos est réduit à une espèce de slogan "l'économie d'archipel"... Je souhaitais affirmer que, malgré l'essor des moyens de communication et de transport, les activités continuaient

Bibliographie : extraits

- *La Société hyperindustrielle, le nouveau capitalisme productif*, Seuil, 2017, coll. "La République des idées".
- *L'Industrie, notre avenir* (ouvrage collectif, co-dirigé avec Thierry Weil), Eyrolles, 2015.
- *Mondialisation, villes et territoires – Une économie d'archipel*, Paris, PUF, coll. "Quadrige", 2014, 2^e éd. (1^{re} éd. 1996).
- *Paris, France, monde : Repenser l'économie par les territoires*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2012.
- *La grande transition – La France dans le monde qui vient*, Paris, Seuil, 2008.
- *Le nouveau monde industriel (édition revue et augmentée)*, Paris, Gallimard, 2008 (1^{re} éd., 2000).
- *Faut-il sauver les grandes écoles ? – De la culture de la sélection à la culture de l'innovation*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2007.
- *Le grand tournant : Nord-Pas-de-Calais 1975-2005*, (P. Veltz, L. Davezies) La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2005.
- *Des lieux et des liens – Politiques du territoire à l'heure de la mondialisation*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2004.
- *Des territoires pour apprendre et innover*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1994. ■

Grand Prix de l'urbanisme

à se concentrer dans les grandes métropoles. Un paradoxe que j'expliquais par la réduction de l'incertitude que permettent celles-ci, en garantissant notamment l'existence d'une main-d'œuvre qualifiée et flexible. Il en résulte à l'échelle de la planète la formation de ce que j'appellais donc une économie d'archipel, constituée de métropoles organisées en réseau. Dans le livre je cite beaucoup, par exemple, le poète et romancier martiniquais Édouard Glissant qui parle des grands problèmes de la mondialisation, des questions de la vitesse, des cultures locales qui sont hybridées, etc.

Il faut déjà se rendre compte qu'en 1996 on ne parlait pas de mondialisation. Quand j'ai discuté avec mon éditeur des Presses Universitaires de France, nous avions songé au terme anglo-saxon de "globalisation", au prétexte que personne n'allait comprendre le mot mondialisation. La thématique n'était pas du tout présente dans le débat public, elle a explosé dans les années qui ont suivi. Le livre est sorti en même temps qu'un ouvrage du géographe Olivier Dollfus, qui développait une idée proche de la mienne, il appelait cela "l'archipel mégapolitain" mondial. Mais il ne traitait pas du volet industriel qui était dans mon livre.

Mon propos a été bien accueilli, aussi bien par des chantres de la mondialisation, ce que je n'ai jamais été, que par des opposants. Ma thèse était très différente par exemple de celle de Saskia Sassen qui a lancé ce terme de *Global City*, son livre étant exclusivement centré sur la finance à Londres, New York et Tokyo... Pour moi la globalisation et la mondialisation ne se limitent pas à un certain nombre de fonctions, mais transforment tout l'ensemble du système productif et du système urbain. Mon point de vue est à cet égard plus large que celui de Saskia Sassen.

■ ■ Faisiez-vous le lien entre la mondialisation et la métropolisation ?

Ce sont les deux faces de la même médaille. On le voit bien dans le cas de la France. Depuis 1980, l'économie française s'est fortement internationalisée, et le développement des échanges de toutes natures, informationnels, physiques, entre autres, l'a fait entrer dans cette économie d'archipel. Cela va de pair effectivement avec une concentration des fonctions dans les métropoles

La mémoire de Saclay

En octobre 2015, Pierre Veltz, sur le point de quitter son poste à la tête de l'Établissement public d'aménagement de Paris-Saclay, publie *Petite ensaclaypédie*. Elle lui permet de présenter, sous la forme d'un dictionnaire érudit et militant, le projet d'aménagement du plateau de Saclay, tout en faisant un bilan de son activité. L'auteur affirme ainsi que le double projet de cluster et d'université Paris-Saclay n'est pas "un projet pharaonique imposé d'en haut à un territoire vierge". Le territoire de l'Opération d'intérêt national (OIN), occupé dès la préhistoire, est marqué par son passé agricole, puis par l'âge d'or de l'aviation civile et militaire. L'auteur d'un ouvrage intitulé naguère *Faut-il sauver les grandes écoles* insiste sur le regroupement progressif sur le plateau de grandes institutions scientifiques et universitaires : le CEA en 1946, HEC en 1964, à Jouy-en-Josas, Polytechnique à Palaiseau et Supélec en 1975, à Gif-sur-Yvette, la création de l'université Paris-Sud puis de l'université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines. Pierre Veltz situe encore son action dans la continuité lointaine des décisions prises en juillet 1964 par le Comité interministériel pour l'aménagement de Paris, qui prévoit la réalisation d'une Cité scientifique au sud du plateau de Saclay. L'ambition de créer un territoire d'innovation, propice à l'éclosion de start-up et d'une "Silicon Valley à la française" structurée par les universités et les grandes écoles, est le fruit de ces décisions lointaines... Sans pour autant sacrifier les beautés naturelles du site. Pierre Veltz rappelle encore que l'aménagement du plateau implique la préservation de 4 115 ha protégés au sein du périmètre de l'OIN, dont plus de 2 400 réservés à l'agriculture. ■ M.L.

Pierre Veltz, *Faut-il sauver les grandes écoles ?*, Presses de Sciences-Po, 2007.
Pierre Veltz, *Petite ensaclaypédie*, éditions Dominique Carré, 2015.

et leur prééminence en matière d'économie. Cela change aussi leur place dans le système français...

Maintenant, il y a un réseau de métropoles dont Bordeaux, Lyon, Toulouse, et d'autre part Paris, qui est devenue la porte d'articulation de la France avec le reste du monde. C'est quand même un tournant extrêmement profond, où le mouvement de métropolisation et le mouvement d'internationalisation, pour employer un terme plus neutre, se nourrissent mutuellement très fortement. Il en va de même sur les autres continents. Les villes asiatiques ou les grandes villes sud-américaines sont, elles aussi, rentrées dans le réseau des métropoles.

■ ■ On ne parle donc plus de Paris et du désert français, mais des métropoles et du désert mondial ?

Je ne le formule pas ainsi, mais il est vrai qu'entre les métropoles réunies par cette économie d'archipel et le reste des territoires, le fossé se creuse. Les périphéries ont tendance à devenir inutiles. Ce genre de rupture est un phénomène mondial, mais les écarts entre les métropoles et le reste du territoire sont plus marqués dans les pays non industrialisés ! Aux États-Unis, le divorce est aussi très frappant entre les grandes villes qui sont insérées dans des réseaux mondiaux et le reste du pays. Les différences se sont beaucoup accrues au cours des dernières années. C'est heureusement beaucoup moins vrai en France et en Allemagne.

■ ■ Ces formes d'organisation concernent également le milieu universitaire ?

On assiste à la montée des grands campus, que j'appelle des plates-formes "industrialo-universitaires", comme une composante de l'économie d'archipel. Là aussi, les pôles d'innovation dans le monde sont aujourd'hui extrêmement concentrés – en général dans des métropoles – mais au cœur, il y a des universités de recherche. On assiste à un changement de fonction de l'université. Dans la conception française, l'université et les grandes écoles dispensent la formation. Il s'agit d'y former les cadres, les médecins et les juristes... Alors qu'il y a une nouvelle façon de produire l'innovation du savoir, beaucoup plus territorialisée, d'où ces grands campus. Évidemment, le modèle paradigmatique, c'est la Silicon Valley. Tout le monde en parle, mais si vous enlevez les campus de Stanford et Berkeley, vous en enlevez les deux cœurs. C'est nouveau, et en France, on n'avait pas du tout compris cela. Modestement, à l'échelle de la Cité Descartes, j'ai toujours été un militant du rapprochement entre les universités et les écoles. Nous avons d'ailleurs commencé à mettre en place le Polytechnicum.

■ ■ Vous vous êtes impliqué ensuite dans deux des grands chantiers de la décennie, le Grand Paris, puis le plateau de Saclay. En quoi était-ce la continuité de vos réflexions ?

Grand Prix de l'urbanisme

Christian Blanc me connaissait à travers un de mes livres, *Des lieux et des liens*, qui traitait entre autres des clusters. Quand il a été nommé secrétaire d'État pour le Grand Paris, il m'a demandé de piloter la petite équipe de réflexion sur la structuration territoriale, la place de Paris. Il était déjà très intéressé par le pôle de Saclay.

La structure de réflexion dont j'avais la charge produisait des dossiers sur toutes sortes de sujets autour de la structuration de l'Île-de-France. Cependant les trois grands projets concernaient Roissy, qui n'a guère avancé, le système de transport et le plateau de Saclay.

Je suis parti à Saclay pour prendre la tête de l'EPA après y avoir été délégué ministériel, un titre inventé pour l'occasion. J'avais l'avantage en arrivant de connaître à peu près personnellement tous les protagonistes du volet universitaire. Ma mission à Saclay m'a permis de mettre en œuvre des projets relevant de l'"innovation ouverte". Mon projet était d'y créer davantage de synergie entre les entreprises, et entre ces dernières et le monde académique, qui s'étaient joyeusement ignorés jusque-là.

■ ■ **Qu'est-ce qu'un politique d'aujourd'hui peut puiser dans vos travaux ? On veut parler de cohésion des territoires aujourd'hui, or ce que vous décrivez ne n'est pas forcément la cohésion.**

Je lutte un peu contre cette idée simpliste – pouvant être confortée par une lecture superficielle de mon livre sur les métropoles – qui consiste à dire qu'il y a des métropoles, la France des riches, des élites, et que la France périphérique est oubliée, méprisée et marginalisée. C'est notamment la thèse de Christophe Guilluy, auteur de *La France périphérique*, qui est très lu et écouté par les politiques.

Bien sûr, tout n'est pas faux, en France, certaines régions de la Picardie ou des Ardennes ont l'impression d'être complètement oubliées. Un fossé s'est créé aujourd'hui, mais ce fossé est plus sociologique que territorial. Il n'est pas juste d'opposer comme cela globalement les métropoles et le reste du territoire. Les pauvres aujourd'hui sont très majoritairement dans les métropoles. Il ne faut pas oublier cela, même en région parisienne, beaucoup de gens sont marginalisés.

Jeune ingénieur des Ponts, Pierre Veltz est nommé à la DDE du Nord. Il participera notamment à la mise en place du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme du Dunkerquois et consacra une monographie à cette ville.



Inversement, si l'on regarde l'espace rural peu dense, les grandes nappes périurbaines, et même le rural profond, c'est extrêmement composite. Beaucoup de territoires ne se portent pas si mal que cela, en dehors du quadrant nord-est. Évidemment, la zone de crise en France aujourd'hui va des Ardennes au Morvan. Ce n'est pas nouveau. On parlait déjà de la diagonale aride dans les années soixante.

Le rural profond, même dans le Massif central, a plutôt repris du poil de la bête, ne serait-ce que démographiquement. Dans les Hautes-Alpes par exemple, le regain de prospérité est flagrant et spectaculaire. C'est assez fractal. Des petits bouts de territoires qui marchent mal

subventionnés de l'État, mais comme transferts de solidarité de la collectivité par le biais des retraites, des allocations familiales, de la sécurité sociale, les budgets sociaux principalement. Il a trouvé que sur quelques années, c'était l'équivalent de 27 000 emplois supplémentaires.

Cela n'entraîne pas pour autant des formes de prospérité. Mais la situation n'a rien à voir avec celle du nord de l'Angleterre, dans les Midlands anglais, ou de certains États des États-Unis, où du jour au lendemain, on est plongé dans la misère.

■ ■ **Votre discours sur la société hyper-industrielle va à l'encontre des idées reçues...**

Je n'en peux plus de cette sinistrose permanente qui consiste à dire que tout va mal. Les neuf dixièmes des Français sont persuadés que la désindustrialisation signifie que l'on produit moins en France, ce qui est totalement faux. Depuis 20 ans, la production industrielle en France a été multipliée par deux. Mais on produit très différemment et il y a une forte convergence industrie-services. Il n'y a pas de désindustrialisation en France.

Évidemment une fermeture d'usine est toujours un événement dramatique, mais il s'agit davantage de fermetures liées à la réorganisation de l'industrie, et non à la désindustrialisation.

Les pertes d'emplois viennent à 80 % des gains de productivité. Et ne croient pas haro sur les robots, c'est une bonne chose, avec eux les travaux pénibles sont effectués par des machines. C'est une augmentation de la richesse générale. Le problème est de savoir comment on la distribue ?

■ ■ **Vous êtes un penseur optimiste ?**
Absolument. ■

Propos recueillis par
Marc LEMONIER

Composition du jury

Présidé par Paul Delduc, directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature, le jury 2017 réunissait les élus Emmanuel Couet, président de Rennes Métropole ; Jean-Luc Moudenc, président de Toulouse Métropole, ainsi que Oriol Clos, architecte et urbaniste ; Paola Viganò, Grand Prix de l'urbanisme 2013 ; Marie-Douce Albert, journaliste au Moniteur ; Éric Bazard, directeur général de la SPL Deux-Rives ; Alain Bourdin, chercheur et professeur à l'École d'urbanisme de Paris ; Romain Champy, Eurallille, Palmarès des jeunes urbanistes 2016 ; Alexandre Chemetoff, Grand Prix de l'urbanisme 2000 ; Antoine Loubière, rédacteur en chef de la revue *Urbanisme* ; Ruth Marquès, présidente de section au Conseil général de l'environnement et du développement durable ; Ariella Masboungi, Grand Prix de l'urbanisme 2016 ; Jacqueline Osty, paysagiste, Grand Prix du paysage 2005 ; Marion Talagrand, Palmarès des jeunes urbanistes 2007 ; Isabelle Vallentin, directrice générale de Sequano ; Agnès Vince, directrice chargée de l'architecture, adjointe au directeur général des patrimoines, ministère de la Culture et de la Communication. ■